Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la lutte contre le groupe terroriste Daech en Irak et en Syrie, à Paris le 2 juin 2015.

2015-06-02

Mesdames et Messieurs,

Merci de votre présence. Nous allons rapidement, avec le Premier ministre irakien et le représentant des États-Unis d'Amérique, M. Blinken - en l'absence de notre ami John Kerry -, faire le point sur le travail que nous avons accompli ce matin et au cours du déjeuner.

Cette conférence de presse ne pourra pas être bien longue parce que le Premier ministre irakien doit se rendre à l'Élysée à 15h et moi-même je dois répondre aux questions d'actualité à l'Assemblée nationale. Nous pouvons, malgré tout, dire l'essentiel en quelques mots.

D'abord, expliquer cette réunion : vous savez que la coalition internationale contre Daech qui regroupe plus de 60 pays est profondément engagée en Irak et elle vient de se réunir en format que l'on appelle restreint - mais c'est tout de même 25 pays - avec les Nations unies et l'Union européenne pour coordonner au niveau politique notre stratégie de lutte contre Daech.

Nous devions nous réunir pour assurer le suivi régulier de la coalition mais c'était d'autant plus nécessaire qu'un certain nombre d'événements ont donné un caractère particulièrement indispensable à cette rencontre.

Depuis maintenant neuf mois, des progrès ont été enregistrés pour faire refluer le groupe terroriste Daech, en particulier dans les provinces de Salaheddine et de Diyala en Irak mais aussi en Syrie. En même temps, et nous l'avons tous reconnu avec lucidité ce matin, il y a eu de nouvelles offensives de Daech, et c'était d'autant plus nécessaire de faire le point.

Cette réunion, nous l'avons coprésidée avec le Premier ministre irakien et avec le sous-secrétaire d'État, M. Tony Blinken, nous avons eu au téléphone notre ami John Kerry qui avait une bonne voix et auquel j'ai reproché d'ailleurs de ne pas suivre le conseil de Winston Churchill «No sport».

Je vous renvoie vers la déclaration des coprésidents qui est publiée à l'issue de notre discussion mais je retiendrai trois ou quatre points de nos échanges avant de donner la parole au Premier ministre puis à Antony Blinken.

Le premier élément qui me frappe, c'est que les échanges que nous avons eus ont permis de réaffirmer notre unité et notre détermination commune à combattre les terroristes de Daech dont je dis souvent qu'ils sont de faux religieux mais de vrais criminels. Dans le même temps, nous avons souligné que ce combat est un combat de long terme. Il y a des avancées, il peut y avoir des revers, mais il faut savoir que c'est un combat de long terme. Nous avons réfléchi sur les fondamentaux de notre stratégie qui consistent en Irak à soutenir les forces irakiennes par des frappes aériennes, la fourniture d'équipements et de formation pour permettre au gouvernement irakien de regagner des marges d'actions nécessaires à la victoire contre Daech.

L'effort, tel que le Premier ministre nous l'a indiqué, sera concentré en particulier sur la province d'Al-Anbâr pour regagner Ramadi ainsi que d'autres objectifs aussi. Le gouvernement irakien a annoncé un plan pour rassembler les forces tribales sécuritaires de la province d'Al-Anbâr autour de cet objectif, le plan a le soutien de la coalition.

La deuxième chose qui m'a frappé, c'est que cette stratégie militaire est indissociable de la mise en oeuvre de la politique de réconciliation en Irak, les choses sont liées, il n'y a pas d'un côté le militaire et de l'autre le politique. Notre réunion de ce matin a permis de confirmer l'engagement nécessaire du gouvernement irakien pour la pleine mise en oeuvre du programme de réformes qui a été annoncé afin de répondre aux aspirations et aux attentes de tous les Irakiens et de les rassembler dans le combat contre Daech.

Le troisième élément qui m'a frappé - et nous en avons parlé aussi ce matin - c'est que la stabilisation de l'Irak ne pourra être complètement achevée s'il n'y a pas une transition politique en Syrie puisque maintenant, les frontières ont été bouleversées et nous savons que Daech agit d'un côté et de l'autre de la frontière. Daech est un groupe mobile qui ignore les frontières et la véritable course au chaos qui se joue en Syrie a donc un impact direct sur l'efficacité de l'action en Irak.

À Palmyre tout récemment, le régime syrien a montré une nouvelle fois qu'il n'avait, ni les capacités, ni la volonté réelle de protéger son territoire contre la poussée terroriste. C'est pourquoi encore ce matin, nous avons marqué notre détermination à oeuvrer à une transition politique en Syrie fondée sur le communiqué de Genève et qui est absolument indispensable.

Enfin le dernier point, je voudrais souligner que la coalition a décidé d'intégrer désormais un objectif de protection des communautés persécutées et du patrimoine en danger. Nous avons eu Mme Bokova et M. Guterres qui nous ont exposé la situation et leurs propositions. Favoriser le retour des déplacés était l'un des objectifs que j'avais, au nom de la France,

posé lors de la réunion du Conseil de sécurité au mois de mars dernier, cela fait désormais pleinement partie de la stratégie de la coalition.

C'est quelque chose de difficile, vous nous avez expliqué les raisons pour lesquelles c'est difficile mais c'est absolument impérieux et la France a l'intention d'organiser, à l'automne, une conférence de haut niveau sur cette question des communautés persécutées.

Voilà en quelques mots ce que je voulais dire pour les résultats concrets de cette réunion qui a permis lucidement de mobiliser la coalition et ses partenaires autour d'une vision politico-militaire commune.

Maintenant, il nous faut mettre en oeuvre ces objectifs sans tarder, dans ce combat indispensable contre Daech qui sera un combat de longue haleine mais nous avons montré ce matin que notre détermination est totale.

Q - Avez-vous parlé de la Syrie ? On a senti qu'il y avait un petit changement dans la position française concernant ce pays. Pensez-vous que combattre Daech juste en Irak donnera quelque chose ?

R - Non, il n'y a pas de changement dans la position française. Bien sûr nous avons parlé de la Syrie pour la simple raison que, comme l'ont souligné mes collègues, comme Daech est présent à la fois en Syrie et en Irak, ne serait-ce que de ce point de vue-là, il y a une relation entre les deux.

La position française vous la connaissez : nous pensons que, d'une part, il faut lutter contre Daech et les groupes terroristes et que d'autre part, M. Bachar Al-Assad et ces groupes terroristes sont souvent l'avers et le revers d'une même médaille. L'avenir de la Syrie, ce n'est pas M. Bachar Al-Assad.

Vers quel objectif tendons-nous ? Vers une transition politique sur la base des principes qui ont été développés à Genève I et quelle serait la composition de ce gouvernement nouveau que nous appelons de nos voeux ? Il devrait y avoir des éléments du régime - je le dis clairement - car il n'est pas question que l'État syrien s'effondre, sinon cela aurait des conséquences très graves, et des éléments de l'opposition. Les deux camps autour d'un projet pour une Syrie unie qui reconnaisse la place des diverses communautés.

Nous travaillons à cela, cela demande bien sûr des actions sur le terrain, elles ont lieu, et cela demande aussi des discussions politiques. Nous les avons avec nos collègues arabes, avec les États-Unis et nous avons aussi, je tiens à le préciser, nous en avons parlé, avec les Russes qui ont un rôle important à jouer et qui ne peuvent pas souhaiter que la Syrie tombe dans un chaos indescriptible. Car, il faudrait faire attention, il ne faut pas se trouver dans une situation où Daech qui a pris Palmyre pourrait aller jusqu'à Damas ; vous imaginez ce que cela signifierait.

La position française, qui était également la position de nos autres collègues, est de dire qu'il faut travailler pour une transition politique rapide en Syrie et cela aidera aussi sur la situation en Irak.

Q - Tous les trois, vous avez prononcé le mot unité pour combattre Daech. Il y a quelques jours, un journal turc publiait des images de livraison d'armes à la frontière syrienne. Ces images montrent des armes sans doute provenant des services de renseignements turcs. Avez-vous fait le point avec vos partenaires et alliés turcs aujourd'hui pour savoir ce qu'il en était, à qui était destinées ces armes puisqu'il semble que c'était pour des groupes rebelles sunnites radicaux et probablement l'État islamique ?

R - Le représentant turc était présent, il s'est exprimé. Je ne sais pas si telle ou telle question a été posée, je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de poser des questions mais en ce qui concerne la France, et je pense que c'est la même chose pour nos collègues, il n'est pas question de se lancer dans des livraisons d'armes vis-à-vis de Daech qui est notre adversaire, pas plus que vis-à-vis des groupes terroristes.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 3 juin 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/194971-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange